

# Résilience

Magazine N° 1 - Décembre 2023

Continuité des services  
essentiels  
et autonomisation  
des femmes et des filles  
en situation  
de vulnérabilité



MINISTÈRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DU DANÉMARK





Magazine N° 1  
Décembre 2023

Cette publication s'inscrit dans le cadre du projet « ACCESS », mis en œuvre par UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population au Maroc et ses partenaires avec le généreux soutien du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark. Décembre 2023

**Coordinatrice de la revue**

Aïcha Benhsine

**Équipe du projet**

Maria Cristina Pilo  
Ziad Jazouli  
Abdelaziz Rahhou

**Équipe des programmes de UNFPA-Maroc**

Abdelilah Yaakoubd  
Laila Acharai  
Amal El Idrissi, Yassine Souidi

**Autrice et Rédactrice principale**

Rachida Bami

**Conception et Production**

Le Cèdre Médias

**Design Graphique**

Saida Hanine

**Crédits Photos**

Hassan Chabbi  
Mohammed Tadlaoui

Les propos de la présente publication expriment les opinions de leur/s auteurs/s et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Fonds des Nations Unies pour la population ou de son personnel.

# Sommaire

6

**Edito**  
Madame Marielle Sander  
Représentante de l'UNFPA au Maroc

**Interview**  
M. Jesper Kammergaard  
Ambassadeur du Danemark au Maroc 8

**Le numérique au service de la santé sexuelle et reproductive** 10

**Contraception de longue durée pour contrer les grossesses non désirées** 12

**Des mères en classe pour mieux vivre leur maternité** 14



16

**Explorer le self-care pour sauver la vie des femmes face au cancer du col de l'utérus**

**Quand des femmes relais partent à la rencontre des communautés les plus éloignées**

**Amélioration de la qualité de services de prise en charge des étudiants en matière de Santé**

**Des professionnels de santé mieux outillés face aux multiples visages de la violence**



24

**Mobilisation et activisme contre la violence basée sur le genre**

**La télémédecine et l'éducation par les pairs à la rescousse de la santé des personnes en situation de détention** 26

**Renforcer l'autonomisation socio-économique des femmes en situation de vulnérabilité** 28

**Ouvrir la voie aux jeunes filles rurales pour la résilience et le leadership** 30





## Madame Marielle Sander

Représentante de l'UNFPA au Maroc

**L**a crise sanitaire du COVID-19 s'est imposée à nous et a brutalement chamboulé le monde mettant à l'épreuve les systèmes de santé, les économies et les sociétés. Cette pandémie sans précédent, a touché l'ensemble de la population mondiale, mais son impact a été plus lourd sur les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les filles. Les femmes ont été en première ligne face à la crise du COVID-19. Représentant 70 % des travailleurs de la santé à l'échelle mondiale, elles ont contribué à maintenir les services essentiels. Parallèlement, nombreuses sont celles qui se sont retrouvées sans emplois et sans ressources pendant plusieurs mois de la pandémie. Pis encore, les confinements et les

restrictions sanitaires visant à freiner la propagation du COVID-19, ont largement contribué à l'augmentation de la violence basée sur le genre, en particulier la violence domestique. La surcharge des systèmes de santé et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont aussi nui aux droits des femmes et des filles en matière d'accès à la santé sexuelle et reproductive, y compris leur accès aux soins maternels et à la contraception. Nombreuses se sont retrouvées confrontées à des grossesses non désirées.

La pandémie a mis en lumière les inégalités existantes à travers le monde. La santé et le bien-être social et économique des femmes n'ont jamais été autant touchés et menacés.

Au Maroc, la réponse sanitaire s'est manifestée par des mesures exceptionnelles contre le COVID-19, à travers entre autres la mise à niveau des établissements hospitaliers et des aides aux entreprises ainsi qu'aux ménages impactés par la crise.

Face au ralentissement des activités économiques, la crise du COVID-19 a révélé combien le peuple marocain est solidaire. Elle a aussi révélé la réactivité et la mobilisation des autorités, la capacité d'adaptation de plusieurs secteurs productifs et surtout la relance de la transformation digitale.

La période post COVID-19 a été marquée par l'adoption du Nouveau Modèle de Développement du Maroc pour la période 2021-2035, sur lequel s'est aligné le nouveau cycle de coopération quinquennal de l'UNFPA avec le Maroc pour la période 2023-2027.

Pour continuer à appuyer les efforts du

Maroc, en ligne avec les priorités nationales et les opportunités démographiques, le nouveau cycle de coopération se concentre spécialement sur les jeunes âgés de 15 à 24 ans, en particulier les filles et les femmes, en tant que moteurs du développement durable. En s'élargissant sur plusieurs populations en situation de vulnérabilité, l'accent est mis entre autres sur le renforcement des capacités des institutions pour répondre aux inégalités socio-économiques, de genre, d'âge et spatiales, l'appui à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de plans et de programmes visant à promouvoir les droits fondamentaux des femmes et des filles, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes, l'inclusion socio-économique, la promotion de la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre la violence basée sur le genre, et le renforcement des systèmes, des capacités et de la résilience des différents intervenants, institutions et société civile.

Nous nous réjouissons du partenariat et de l'appui précieux du Danemark au travail de l'UNFPA dans ses efforts pour garantir les droits à la santé sexuelle et reproductive et l'égalité de genre au niveau mondial et pour avoir apporté son appui direct aux actions de terrain mises en œuvre au Maroc à travers le Projet ACCESS "Autonomy and Choice in a crisis situation focused on Continuity of Essential Services and Socioeconomic empowerment of vulnerable women and girls".

Ce Projet mis en œuvre en collaboration avec nos partenaires institutionnels du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale et du Ministère de la Solidarité de l'Intégration Sociale et de la Famille ainsi que l'implication d'autres institutions nationales

et organisations de la société civile, est aligné sur les objectifs transformateurs du Plan Stratégique 2022-2025 de l'UNFPA visant à réduire à Zéro : les besoins non satisfaits en matière de planification familiale, les décès maternels évitables et la violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles. Une vision que le programme d'Action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) continue de poursuivre, 30 ans après son adoption par consensus au Caire et qui contribuera à la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

Déployé au niveau de quatre Régions du Maroc, Fès-Meknès, Marrakech-Safi, Tanger-Tétouan- Al Hoceïma et Beni Mellal-Khénifra, le Projet ACCESS met l'accent sur la transformation digitale à travers la digitalisation de l'accès aux services essentiels, des applications mobiles dans le domaine de la santé des jeunes et de la digitalisation au service de l'autonomisation des femmes.

En outre, l'appui aux mécanismes et outils de gouvernance en santé sexuelle et reproductive, permet le renforcement des capacités des personnels dans l'exercice de leur mission. A cela s'ajoutent toutes les activités de communication et de sensibilisation, menées pour la promotion et la protection des droits à la santé sexuelle et reproductive et à l'égalité de genre.

D'autres réalisations dans ce sens, le cadre de ce projet, verront le jour durant l'année 2024. ACCESS cible de manière directe 35.400 personnes. Indirectement, nous tablons sur près de 100.000 personnes comprenant les familles et les communautés actuelles et futures. Enfin, notre vision est animée par notre engagement de ne laisser personne pour compte. ■



## Jesper Kammersgaard

Ambassadeur du Danemark au Maroc

*Les différents axes d'intervention du projet ACCESS couvrent aussi bien la continuité des services essentiels en matière de santé sexuelle et reproductive ainsi que l'autonomisation des femmes et des filles, en appui aux efforts engagés au Maroc pour la période post-covid19. Quelles appréciations faites-vous de l'importance du projet dans le contexte actuel ?*

## Bien que la pandémie soit terminée, de nombreuses régions du monde se remettent encore de l'impact dévastateur qu'elle a eu.

La crise de la Covid-19 a accentué les inégalités du monde, surtout au détriment des femmes en situation économique vulnérable. Bien que la

pandémie soit terminée, de nombreuses régions du monde se remettent encore de l'impact dévastateur qu'elle a eu, tout en étant aux prises avec la convergence des crises mondiales, en particulier le changement climatique et la montée de l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, il est plus crucial que jamais d'aider ceux qui sont le plus durement touchés, notamment les femmes enceintes, celles en âge de procréer,

les femmes et les jeunes vivant dans les zones rurales, les survivantes de violences, les personnes handicapées, les femmes migrantes, les travailleurs

du développement communautaire et les travailleurs de première ligne. Le projet ACCESS joue un rôle essentiel en assurant la continuité des services de santé essentiels et en favorisant l'autonomisation socio-économique des femmes et des filles.

*A l'occasion des 16 jours d'activisme contre la violence des femmes et des filles, vous avez manifesté votre soutien à plusieurs égards. Quelle importance occupe la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans la coopération entre le Danemark et le Maroc, à la lumière des actions du Projet ACCESS ?*

Le Danemark et le Maroc partagent de nombreuses valeurs communes lorsqu'il s'agit de lutter pour les droits des femmes et des filles. Le projet ACCESS représente une opportunité unique pour collaborer et rompre le silence, mettant en lumière un sujet



très important, à savoir la violence basée sur le genre. L'engagement local est impératif pour rompre le silence et donner aux femmes et filles la connaissance de leurs droits et leurs options. Par exemple, dans le cadre du projet ACCESS, UNFPA et le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale ont lancé une expérience pilote de mise à disposition de kits pour collecter des preuves médico-légales dans les cas

de violence faites aux femmes auprès de trois Unités de Prise en Charge des Femmes victimes de violence au niveau régional.

*Pouvez-vous nous parler des étapes et événements les plus marquants pour vous dans le cadre du projet ACCESS ?*

Ma visite à la commune rurale d'Ouaouizegth dans la province d'Azilal

m'a profondément marqué. J'ai visité un centre de santé où j'ai rencontré et discuté avec des femmes enceintes, et j'ai vu de mes propres yeux comment l'initiative contribue à réduire la mortalité maternelle au Maroc.

*Un mot sur le partenariat UNFPA et le Ministère des Affaires Étrangères du Danemark et les perspectives d'avenir ?*

Le Danemark considère l'égalité des genres et l'autonomisation économique et politique des femmes comme essentielles à la croissance économique et à des sociétés plus équitables et démocratiques. Le UNFPA occupe une position unique pour fournir un soutien adapté afin de relever les défis sur le terrain. Dans cet aspect, UNFPA représente un partenaire inestimable pour le Danemark dans la lutte mondiale pour l'égalité des sexes et la protection des droits des filles et des femmes, en particulier dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive. ■

## Le numérique au service de la santé sexuelle et reproductive

**L**a pandémie du COVID-19 a perturbé les services de santé sexuelle et reproductive notamment les produits et services de planification familiale et même le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement." se rappelle Madame Soumia Al Kotbi, infirmière polyvalente au sein du centre de santé de proximité Coelma à Tétouan.

Aujourd'hui, les services de planification familiale dans ce centre sont efficaces et efficaces grâce à la digitalisation. «L'installation de l'application digitale au niveau de notre centre, nous a permis d'optimiser le système. Aujourd'hui, la digitalisation fait partie de notre quotidien», souligne Madame Al Kotbi. Sur son bureau, sont disposés un smartphone professionnel pour l'accès aux informations envoyées sur la plateforme de l'application par les patientes, un ordinateur et autres gadgets numériques qui se mêlent aux ordonnances et aux consommables médicales, reflétant ainsi l'image d'un nouveau type de structure de soins de santé novateur à bien des égards. «Nous continuons à travailler avec l'application digitale pour assurer un meilleur service de soins en planification familiale et un suivi informatisé de la santé reproductive des femmes, incluant la consultation prénatale et postnatale.», note Madame Al Kotbi.



Mme Soumia Al Kotbi

La numérisation permet désormais aux professionnels de santé de mener un travail remarquable pour maintenir le service de santé sexuelle et reproductive auprès de la population desservie. Elle permet de suivre activement les femmes enregistrées dans le système, fixer des rendez-vous de consultation, lancer des rappels automatiques et assurer un suivi sur l'utilisation correcte des méthodes contraceptives.

«L'application a changé notre manière de travailler et a aussi amélioré nos conditions de travail et d'accueil surtout

avec les prises de rendez-vous qui nous permettent d'éviter des salles d'attentes pleines et prévenir la propagation des infections ou des virus», précise Madame Al Kotbi.

L'application est implantée au niveau de 30 établissements de soins de santé primaire (ESSP) dans la région de Tanger Tétouan Al Hoceima. Elle est composée de deux solutions informatiques destinées aux prestataires de soins et aux femmes qui peuvent l'installer sur leurs smartphones.

«L'UNFPA et le Ministère des Affaires Étrangère du Danemark contribuent à travers le projet ACCESS à l'extension de ce modèle digital de relance de la population pour le Programme de santé sexuelle et reproductive au niveau de 15 nouveaux sites dans la région », indique Mohammed Boutmine, Chef de service de l'Observatoire régional de la santé à la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale de

Tanger -Tétouan- Al Hoceima. Il précise que l'application est scrutée par des professionnels afin d'identifier et corriger les éventuels dysfonctionnements techniques en vue de sa généralisation. «Une trentaine de professionnels de santé ont été formés sur l'utilisation de l'application. Aussi, les femmes se sont appropriées le concept surtout que cela facilite la prise de rendez-vous et les consultations. », ajoute-t-il.

### Insertion d'autres modules en perspective

L'application digitale de relance en matière de planification familiale continue d'être améliorée pour répondre à d'autres



M. Mohammed Boutmine

problématiques et autres Programmes du Ministère. «Le Ministère de la Santé prévoit d'insérer dans l'application digitale un module de suivi de la grossesse, la préparation de l'accouchement en couvrant les périodes pré et post natales et même l'allaitement maternel et l'alimentation du futur bébé», indique Monsieur Boutmine. La réalisation de ce projet induit, une fois encore, que le virage numérique est bel et bien sur de bon rails. ■

**Dr. Adam Lakai,**

**Chef de Service de Santé publique à la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale de Tanger**



Le COVID-19 a chamboulé notre façon de travailler. Nous avons dû s'adapter à ce contexte et accélérer la digitalisation. Cette transition a permis à notre système de santé d'assurer la continuité de soins à un moment où l'accent était mis sur le COVID-19, et ce malgré les perturbations des premiers mois. Je cite entre autres la santé sexuelle et reproductive, la planification familiale et l'écoute des femmes violentées pendant la période du COVID-19. Toutes les cellules d'écoute et les assistantes sociales ont été accessibles via les téléphones et des plateformes en ligne. L'appui de l'UNFPA a été très précieux pendant cette période avec notamment l'installation des premières applications digitales en matière de planification familiale dans le cadre d'un projet pilote dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Par la suite, nous avons eu l'occasion de développer d'autres modèles en matière de planification familiale comme la consultation prénatale qui est désormais digitalisée. Il y a aussi le suivi de la femme enceinte. La digitalisation est une nécessité aujourd'hui pour tous les programmes de santé dans la mesure du possible. Elle permet, entre autre, de faire des économies de temps et de ressources, d'améliorer les conditions d'exercice des professionnels de santé, d'avoir la traçabilité des populations cibles et d'utiliser les données pour la gestion des performances et d'améliorer la qualité des soins. C'est l'un des quatre axes primordiaux de la refonte du système de santé marocain.

## Contraception de longue durée pour contrer les grossesses non désirées

« **J**e suis tombée enceinte de mon troisième enfant et c'était difficile à accepter. J'avais déjà deux enfants et notre situation financière ne permettait pas d'en avoir un autre », raconte Zahra, employée dans une usine de textile à Tanger.

En plein confinement lié à la pandémie du COVID-19, Zahra se rappelle comment elle allait d'une pharmacie à une autre pour chercher la pilule contraceptive dès la levée des restrictions.

« J'ai rencontré des difficultés avec la pilule et il fallait gérer les oublis, le stress de la pandémie et les difficultés financières et finalement une grossesse non désirée. »

Comme Zahra, nombreuses étaient les femmes vulnérables, privées de moyens de contraception qui se sont retrouvées confrontées au risque des grossesses non intentionnelles mettant à l'épreuve les familles, qui étaient déjà en difficulté à cause de la pandémie.

### La contraception à l'épreuve du COVID-19

« L'épreuve du COVID-19 a incité certaines femmes à revoir leurs moyens de contraception. » reconnaît le Dr. Soussi Niami Fatima Zahra, médecin-chef responsable au Centre de référence en santé sexuelle et reproductive et

détection des cancers Lalla Salma à Tanger. Elle explique que l'accès aux moyens de contraception perturbé suite au confinement a eu pour impact un nombre élevé de grossesses non intentionnelles, enregistrées surtout chez les femmes qui prenaient la pilule. « Les femmes se présentaient dans les centres de santé en détresse psychologique. Certaines ont même essayé de se faire avorter par des moyens traditionnels pendant la pandémie », raconte-t-elle.

Pour faire face à cette situation, l'élargissement de la gamme des méthodes contraceptives et, particulièrement, l'utilisation des moyens de contraception de longue durée se présente comme une solution miracle, une voie qui permettra de mettre fin aux besoins non-satisfaits en matière de planification familiale.

### Le DIU pour mieux planifier la grossesse

Avec un taux d'utilisation des moyens de contraception de longue durée ne dépassant pas les 8%, Dr. Soussi Nouami insiste sur l'intérêt de renforcer les compétences des professionnels de santé en la matière, à l'image de la



Mme Sara Rachoumi

série de formations organisée sur le Dispositif Intra-Utérin (DIU) réalisées dans le cadre du projet ACCESS, mis en oeuvre avec l'appui de l'UNFPA et le soutien financier du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark.

Ces formations qui viennent en appui à la Stratégie Nationale de la Santé Sexuelle et Reproductive 2021-2030, ont réuni à Tanger un pool de médecins et de sages-femmes autour du DIU, une méthode contraceptive qui séduit de plus en plus les femmes, adeptes pourtant de la pilule.

Sara Rachoumi, sage-femme dans un centre de santé à la commune Zoumi, région de Ouazane, confirme pour sa part cette tendance. « Les femmes qui se présentent au centre de santé veulent désormais des moyens plus efficaces et de longue durée et se renseignent sur le DIU, son fonctionnement, la pose et les effets secondaires ». Elle souligne que l'épreuve du COVID-19 a balayé la stigmatisation et les idées reçues sur le DIU même si une grande majorité des

femmes se fient toujours à la pilule. « Mon fils a aujourd'hui trois ans et j'ai décidé de me faire poser un stérilet. Le bon accueil du personnel au centre Lalla Salma m'a aidé de passer à l'action », confie Zahra. Pour le Dr. Houda Ouazani Touhami, médecin généraliste au centre de santé rural de Stehat de la région de Chefchaouen, il y a un grand intérêt à élargir la gamme des méthodes contraceptives pour répondre aux besoins de toutes les femmes. « Les femmes sont assez sensibilisées par rapport à la question de la planification familiale même dans le monde rural et elles veulent des contraceptifs qui les protègent le plus longtemps possible des grossesses non désirées et qui conviennent le plus à leur santé et bien-être. », explique-t-elle. ■



Dr. Fatima Zahra Soussi



Dr. Houda Ouazani



Mme Zahra

## Des mères en classe pour mieux vivre leur maternité

« J'attendais mon troisième enfant mais c'était comme une première fois. Les restrictions sanitaires et le fait de vivre en montagne accentuaient mon stress et mes inquiétudes », se rappelle Khadija une femme vivant à Immouzer, une ville dans la Région de Fès.

La peur, le stress et la solitude ont marqué la grossesse de Khadija pendant la période du COVID-19. Elle avait peur des complications surtout qu'elle souffrait également d'épilepsie.

« Aujourd'hui, je ne rate aucune séance de classe des mères parce que je veux comprendre toutes les étapes de ma grossesse pour les vivre plus sereinement », raconte Khadija, aujourd'hui enceinte de son quatrième enfant.

Fatima, maman d'une fille de 4 ans, a aussi vécu une grossesse spéciale lors de cette période. « Ce que j'ai vécu me sert de leçon. Je suis enceinte de mon second enfant et je profite de la proximité du centre de santé pour le suivi de ma grossesse et

pour assister aux classes des mères. Je les note d'ailleurs sur mon carnet de santé pour ne pas oublier parce que j'y apprends des choses sur la grossesse, l'allaitement maternel, l'hygiène et sur la santé maternelle ». Pour Fatima, l'échange avec les autres femmes est bénéfique parce qu'elles abordent plusieurs questions pertinentes sur la santé maternelle.

Le Dr. Issam Kadmiri, Chef des services du réseau des établissements de santé à la province de Sefrou, souligne que l'impact positif des classes des mères sur la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle est enregistré à travers l'amélioration de certains indicateurs comme l'augmentation du taux d'accouchement en milieu surveillé notamment dans les maisons d'accouchement, le changement des comportements à risque en matière de suivi de grossesses et vis-à-vis de la petite enfance, la fidélisation des femmes pour le suivi prénatal au niveau des centres de santé ainsi que le taux d'utilisation du carnet de santé de la femme.

Pour lui, l'appui du Projet ACCESS mis en oeuvre avec l'appui de l'UNFPA et le soutien du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark, permet de redynamiser la classe des mères en post COVID-19 et d'adopter le nouveau modèle de soins prénatals pour la détection précoce des grossesses à haut risque prévu dans le cadre de la Stratégie d'élimination des décès maternels évitables.

Pour arriver à atteindre ce résultat transformateur, les classes des mères organisées au sein du centre de santé d'Immouzer relevant de la province de Sefrou, mettent l'accent sur la consultation prénatale et l'accouchement en milieu surveillé. « Les séances de sensibilisation des classes sont aussi l'occasion d'aborder des questions diverses notamment sur les idées reçues dont on hésite à parler seule avec le médecin ou la sage-femme », explique Malika Hanine, responsable



Classe des mères, Immouzer



Mme Fatima Zahra

de la Consultation prénatale et sage-femme de profession.

La parole se libère en fait avec l'effet du groupe et les femmes parlent aussi sans tabou des désagréments de la grossesse, des dépressions pré et post natales et veulent comprendre comment vivre leurs grossesses avec

des maladies comme le diabète ou l'hypertension. « Chaque séance est consacrée à une thématique sur la santé maternelle. Les discussions par la suite peuvent aller très loin et même sur les questions les plus intimes. Et puis cela se déroule dans un cadre convivial et surtout entre femmes », ajoute Malika.



Mme Hasnaa

L'UNFPA contribue, à travers le Projet ACCESS, à la formation de professionnels de santé (médecins généralistes et sages-femmes) aussi bien sur le dépistage et prise en charge des grossesses à haut risque que pour donner un nouveau souffle à la classe



Dr. Issam Kadmiri

des mères et recruter de nouvelles bénéficiaires, dont Fatima Zahra fait partie.

« Je suis enceinte et j'ai déjà deux filles. Je suis universitaire de formation mais je ne savais pas grand-chose sur la maternité alors je veux me rattraper en classe des mères », confie-t-elle.

Hasnaa, une autre nouvelle bénéficiaire affirme que la classe des mères lui était bénéfique « Mme Malika m'a convaincue d'assister aux séances de sensibilisation, et depuis je ne cesse d'apprendre », dit Hasnaa qui vit désormais sa grossesse avec confiance et sérénité. ■

## Malika Hanine, Sage-femme

« J'ai travaillé dans des conditions extrêmes à une époque où il y avait peu de moyens avec de longues périodes de froid et de neige. Les conditions sont aujourd'hui meilleures », dit Malika Hanine, une sage-femme réputée à Immouzer.

« Je suis originaire de cette ville montagnarde et je connais presque tout le



monde. » Spontanée, bienveillante et toujours souriante même dans les moments les plus difficiles, Malika est très appréciée par ses jeunes collègues pour son engagement. « Une femme enceinte lors de l'accouchement est fragile. Elle est souvent submergée par des sentiments de peur et de doutes. Il faut la rassurer pour mettre au monde son bébé sain et sauf. » Sa proximité avec la population est certainement un de ses points les plus forts. « Il m'est arrivé de voir passer par les salles d'accouchement les mamans et leurs filles devenues mamans à leurs tours. Là, les émotions sont très fortes », confie-t-elle. Malika a vu naître des centaines et des centaines de bébés dans sa carrière de sage-femme depuis plus de 20 ans. Une carrière récompensée par le grand respect de ses collègues, l'estime des femmes et des hommes de sa ville et aussi par le premier prix de performance remis par le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale pour la sage-femme dont elle est si fière.

## Explorer le self-care pour sauver la vie des femmes face au cancer du col de l'utérus

« COVID-19 a perturbé le Programme National de dépistage du cancer du col de l'utérus » souligne Dr. Salima Dahmani, responsable des Programmes à la Délégation de la santé à Salé et point focal de la formation continue.

Cette situation était très alarmante. D'abord parce que le cancer du col de l'utérus est connu au Maroc pour être le deuxième cancer le plus fréquent chez les femmes après le cancer du sein et ensuite parce que ce cancer reproductif est très meurtrier même à travers le monde.

Heureusement, nous savons aujourd'hui qu'une large majorité des décès suite au cancer du col de l'utérus pourrait être évitée par de simples dépistages.

Ainsi et pour la première fois au Maroc, le Centre de référence et de détection précoce des cancers du sein et du col de l'utérus à Salé a introduit l'auto-test du Human Papillomavirus (HPV), dans le cadre d'une étude de faisabilité de l'auto-prélèvement vaginal. Il s'agit d'une initiative novatrice visant à augmenter la participation des femmes au dépistage précoce du cancer du col de l'utérus, selon une approche de self-care. "Il est important d'offrir le meilleur



moyen possible pour la qualité du dépistage et de prise en charge dans le cas du cancer du col de l'utérus. C'est un cancer qui peut se soigner s'il est détecté à temps." note Dr. Loubna Abousselham, Chef du Service de la Prévention et Contrôle du Cancer au Ministère de la Santé et de la Protection Sociale.

Un équipement d'analyse des tests HPV, à la pointe de la technologie, a ainsi été mis en place dans le cadre de cette initiative pilote lancée dans le cadre du Projet ACCESS, mis en oeuvre avec l'appui de l'UNFPA et le soutien

du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark.

### Le test HPV, gold standard

« Le test HPV est le gold standard en matière de dépistage en termes de sensibilité, fiabilité et de spécificité », note Dr. Abousselham. Elle explique qu'il est plus efficace pour les femmes de 30 à 65 ans parce qu'il détecte la présence d'ADN du virus HPV à haut risque, favorise le dépistage précoce en détectant les anomalies des cellules du col de l'utérus pour les traiter avant

qu'elles n'évoluent en cancer. Aussi, le résultat du test HPV délivré en près d'une heure, permet une consultation médecin/patiente le jour même aidant ainsi à décider d'effectuer des tests complémentaires ou une colposcopie.

Cette initiative pilote qui vient en appui au Programme National de détection précoce du cancer du sein et du col de l'utérus, est lancée au niveau de six centres de santé et établissements de santé primaire.

Entre 2022 et 2023, le Projet ACCESS a appuyé dans deux provinces pilotes au Maroc la formation de 80 professionnels de santé en matière de l'auto-prélèvement vaginal pour le dépistage précoce du cancer du col de l'utérus, dans le cadre de l'étude de faisabilité.

### Démystifier le dépistage précoce

Fatima Zaitouni, une sage-femme qui a participé à la formation, indique que l'auto-test HPV va démystifier le dépistage précoce, élargir sa couverture et remplacer les pratiques conventionnelles qu'il soit fait par la femme elle-même ou par le professionnel de santé. D'autres professionnels de santé

estiment de leur côté que l'auto-prélèvement HPV peut ramener les femmes dans le circuit de dépistage.

De fait, proposer aux femmes un auto-prélèvement vaginal pour un auto-test de détection du HPV comme alternative au prélèvement cervical par un professionnel de santé va incontestablement changer la donne.

Mais en attendant, plusieurs facteurs sont mis sous la loupe des professionnels de santé cadre de cette initiative pilote tels que la faisabilité, le dispositif utilisé, les modalités, l'approche des femmes cibles, les prises en charge en cas de test HPV positif, le coût, etc. "Nous allons tester les contraintes et les ajustements organisationnels et présenter les résultats aux décideurs pour validation avant une éventuelle mise en place à grande échelle", précise Dr. Abousselham. ■



Dr. Loubna Abousselham



Mme Fatima Zaitouni



Mme Bekkali Hassani



Mme Fatima Jassab



Dr. Salima Dahmani

## Quand des femmes relais partent à la rencontre des communautés les plus éloignées

« J'ai personnellement vécu l'isolement géographique au début de ma carrière en tant que médecin dans la province de Midelt. En hiver, les routes étaient bloquées par la neige et je me sentais coupée du monde. » se rappelle Dr. Fatima Tajani, "C'est quand j'étais enceinte que j'ai particulièrement senti l'ampleur du problème." confie-t-elle.

Aujourd'hui responsable du Service de l'Observatoire au niveau de la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale à Beni-Mellal, Dr. Tajani travaille avec des personnes relais communautaires qui vont à la rencontre des femmes rurales qui vivent dans les zones les plus éloignées afin de les sensibiliser en matière de soins de base, avec une attention particulière à la santé sexuelle et reproductive, y compris la planification familiale et le suivi des grossesses.

Malika, une relais communautaire, aborde aussi la question de l'isolement pendant les périodes de froid et de neige comme étant un des défis les plus pressants. « C'est pendant cette période que les gens ont le plus besoin de nous. » nous dit-elle. Cette approche de proximité qui sauve des vies est appuyée dans le cadre du Projet ACCESS, mis en œuvre avec l'appui de l'UNFPA et le soutien financier du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark.



Mme Fatima et Mme Naima, Personnes Relais Communautaires

Des sessions de formations sont organisées au profit de ces personnes relais communautaires afin d'enrichir leurs connaissances et de renforcer leurs capacités pour mieux informer les femmes rurales, les sensibiliser au mode de vie sain et les orienter vers les services de santé adéquats.

les plus âgées qui continuent d'influencer leurs filles ou leurs belles-filles pour accoucher à domicile, une pratique courante en montagne selon Touda. Touda sensibilise ainsi sur l'importance de l'accouchement en milieu surveillé permettant d'éviter le risque de la mortalité maternelle et néonatale et

### Une approche de proximité qui sauve des vies

« Les jeunes femmes qui ont un niveau d'instruction sont très attentives par rapport au suivi médical et l'accouchement dans les structures de santé » constate Touda, une relais communautaire. Cependant, nombreuses sont les femmes



Mme Touda, Personne Relais Communautaire

oriente les femmes enceintes vers les maisons d'accouchement les plus proches. « La prise en charge par des professionnels de santé est assurée dans des maisons d'accouchement de proximité notamment à Ait M'hamed ou Zaouiat Ahansal », précise-t-elle. Touda confie que le fait de parler la langue maternelle locale facilite la communication. Ne s'exprimant qu'en

amazighe, Touda précise que les formations dispensées et expliquées dans sa propre langue, lui permettent de mieux comprendre et transmettre les informations adéquates.

Dr. Tajani a par ailleurs mis en place un jeu de rôles pour permettre à ces femmes relais de mieux assimiler les informations transmises « J'explique en dialecte marocain et elles doivent répéter en langue amazighe pour ne pas se tromper une fois sur le terrain », précise-t-elle.

### Les plus jeunes s'engagent en première ligne

De leur côté, les jeunes Naima et Fatima, autres relais communautaires, vont d'un domicile à l'autre pour prodiguer conseil en matière de santé sexuelle et reproductive.

« Je suis relais depuis plus de deux ans et j'apprends avec des formateurs médecins ou infirmiers. Cette année, les formations sont orientées vers les femmes mariées et enceintes. », dit Naima. Elle poursuit en affirmant que le travail sur le terrain n'est pas facile mais qu'elle persiste à partager avec les femmes et filles de son Douar et dans les alentours ce qu'elle apprend en matière de santé et elle en est fière. « Aujourd'hui, j'ai 22 ans et je fais le



Dr. Fatima Tajani



Mme Malika, Personne Relais Communautaire

suivi avec une quarantaine de femmes que je sensibilise par rapport à la santé maternelle ».

Fatima, âgée de 19 ans, est l'une des plus jeunes personnes relais communautaires. Elle raconte qu'elle s'organise pour faire des visites à domicile chez les femmes du Douar ou elle les contacte par téléphone en cas de besoin. Pour elle, l'orientation peut sauver des vies surtout dans les zones les plus éloignées. ■

M. Mostapha Bounadi Chef de service de l'offre des soins à la Direction Régionale de la Santé et de la Protection Sociale, précise que trois indicateurs sont identifiés pour évaluer la pertinence des relais communautaires sur le terrain. Il s'agit de l'augmentation du nombre d'accouchement en milieu surveillé, l'amélioration de l'attractivité des maisons d'accouchement et l'adoption par la population d'un mode de vie sain.



## Amélioration de la qualité de services de prise en charge des étudiants en matière de Santé

« Le public étudiant universitaire a ses spécificités et ses problématiques de santé propres », explique Madame Lamia Elmerybety, assistante sociale au Centre Médical Universitaire Saiss 2.

Au carrefour de la vie estudiantine, ce Centre Médical Universitaire, créé au sein de la cité universitaire Saiss 2, répond aux besoins spécifiques des étudiantes en matière de santé. Pour cette population estimée à 1.3 million

S'ajoutant à l'écoute et l'orientation en cas de besoin vers des médecins spécialistes de la santé publique, la mission de Madame Elmerybety consiste également à sensibiliser ces jeunes à travers des sessions de prévention et de promotion de l'éducation à la santé et au mode de vie sain en milieu universitaire.

« Le staff est composé d'un médecin généraliste, d'une infirmière et d'une assistante sociale relevant du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale », indique Dr Fatima Malouk.



Dr. Fatima Malouk

moyens financiers ou même de temps, renoncent souvent à voir un médecin et se soigner. Ce qui est inquiétant pour une classe d'âge particulièrement vulnérable. L'enjeu concerne plus d'un million de jeunes, considérés comme étant les plus exposés aux problèmes de santé mentale, santé sexuelle et reproductive, traumatismes et violences.

### Pour une meilleure offre de services des centres

Pour répondre au mieux aux besoins de la population estudiantine en matière de santé, un guide normatif d'organisation et de fonctionnement des centres médico universitaires a été élaboré dans le cadre du Projet ACCESS mis en oeuvre avec l'appui de l'UNFPA et le soutien du Ministère des Affaires Etrangères du Danemark.

Il s'agit d'un outil de référence pratique en appui à la Stratégie Nationale de



Sensibilisation sur la santé des jeunes étudiantes dans un Centre de Santé Universitaire

de jeunes, il propose des consultations, l'écoute et l'orientation médicale et sociale.

Elle précise que ce type de structure répond à un besoin croissant chez les étudiants universitaires qui, faute de



Une étudiante en consultation médicale

Santé Scolaire et Universitaire, destiné aux responsables, aux prestataires, aux partenaires, et à tout autre intervenant ou acteur clé impliqué dans la santé universitaire au niveau national, régional et provincial.

Établissement de santé, le Centre Médical Universitaire offre des services adaptés aux étudiants, en particulier les jeunes filles résidentes dans la cité universitaire qui viennent pour la

plupart des petites villes alentour et du monde rural.

### Proximité, disponibilité et gratuité

Marwa, étudiante en 3ème année à la Faculté des Sciences et Techniques, souligne particulièrement l'atout de la proximité. « Je n'ai pas besoin de sortir

du campus pour consulter un médecin ou pour avoir des médicaments. Le staff médical est disponible en permanence 24h /24 et on peut consulter même la nuit et c'est très rassurant aussi bien pour moi que pour ma famille qui habite la ville de Sefrou », note-t-elle.

Du même avis, Majda étudiante en Master à l'Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, loue en plus de la proximité, la qualité de la prise en charge et surtout la gratuité. « Avoir une telle structure juste à côté est très important. J'y vais quand je suis malade ou pour demander conseil par rapport à des problèmes de santé. Des fois, j'y vais juste pour parler avec un membre du personnel médical très à l'écoute », confie cette étudiante, originaire de la ville de Taounate. ■



Mme Lamia, assistante sociale

## Des professionnels de santé mieux outillés face aux multiples visages de la violence

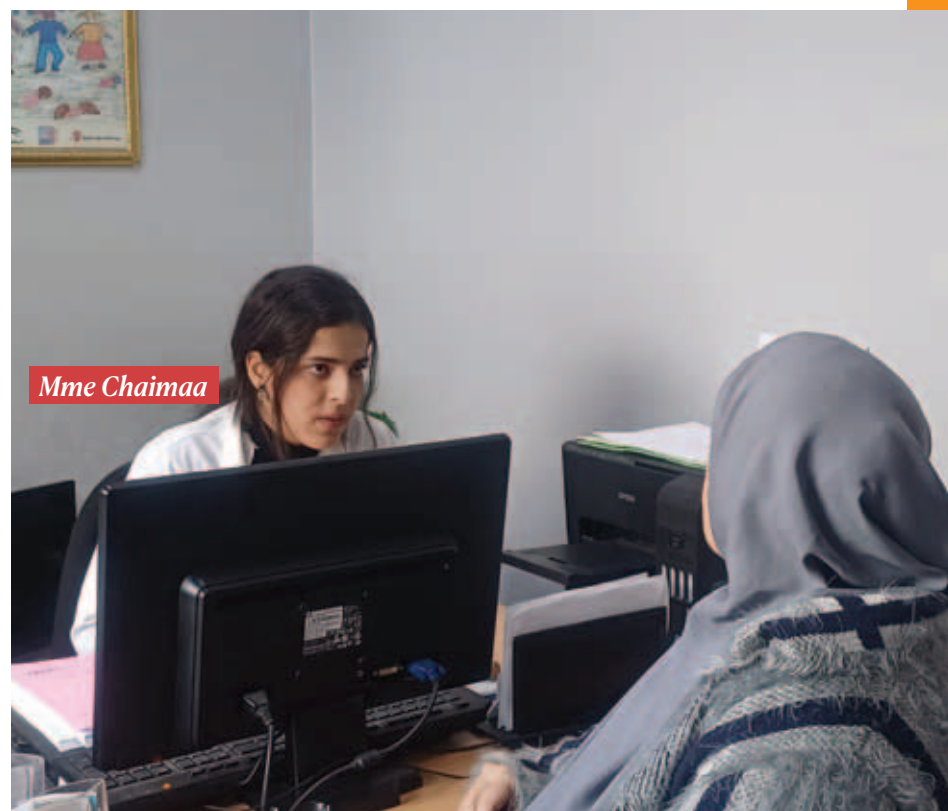
La violence hante toujours les femmes sous toutes ses formes et dans tous les contextes. Et c'est souvent au niveau des urgences et des Unités de prise en charge des victimes de violence qu'elle se décline en visages.

« Chaque jour, a son lot de victimes de violences physique et sexuelle », indique Rachid Tahri, assistant social à l'Unité de prise en charge des victimes de violences à l'hôpital Mohamed V de Tanger. Le soutien médico-socio-psychologique fait partie de son quotidien depuis plus de cinq ans avec les maîtres mots : rassurer, écouter et orienter les victimes vers une prise en charge multidisciplinaire pour les soins nécessaires.

Pour lui, la période du COVID-19 a été la plus marquante avec la



M. Rachid



Mme Chaimaa

recrudescence de la violence notamment domestique et l'incapacité des femmes et filles victimes de dénoncer leurs agresseurs vu le contexte du confinement.

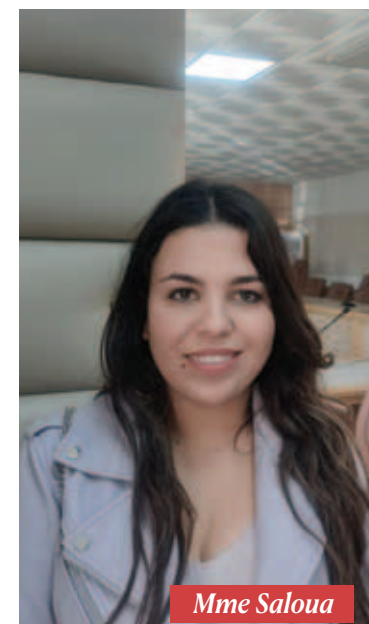
« Des cas sévères arrivaient à accéder à notre unité à travers les urgences alors que d'autres contactaient directement les assistants sociaux au téléphone ou envoyaient des déclarations via l'application numérique. Ce qui a permis de maintenir la prise en charge des victimes de violence », explique-t-il. Il précise que les solutions digitales adoptées dans le contexte du COVID et aussi post-COVID tels que les

applications numériques, les flottes téléphoniques et les kits médico-légaux, mis en place avec l'appui de l'UNFPA, ont changé la donne.

Du même avis, Mme Chaimaa, assistante sociale à l'Hôpital Mohammed V de Tanger, souligne que l'application numérique encourage les victimes à dénoncer leurs agresseurs. « La peur empêche souvent les victimes de venir aux Unités de prise en charge », explique-t-elle. Et ajoute que les formations organisées dans le cadre du Projet ACCESS, mis en œuvre avec l'appui de l'UNFPA et le soutien du Ministère des Affaires Etrangères du Danemark

permettent de mieux outiller les professionnels de la santé pour améliorer l'approche par rapport à la victime.

### Prise de conscience et résilience



Mme Saloua

Mme Saloua, assistante sociale au niveau de l'hôpital de Ksar Lakbir, aborde de son côté la dimension particulière que prend sa mission avec la transition vers des services à distance notamment pendant la pandémie du COVID-19.

« Les défis liés à l'isolement social ont accentué l'importance de rester connecté avec les victimes de violence de manière virtuelle via l'application Stop violence. Ce qui m'a le plus marqué, c'est la résilience des personnes dans des circonstances difficiles », se rappelle-t-elle. Et précise que la dynamique au sein des Unités intégrées de prise en charge des victimes de violence reste la même après le passage de la pandémie. « Une attention particulière est portée à la création de réseaux de soutien virtuel afin de maintenir le contact avec les victimes et

de les accompagner », ajoute-t-elle. Saloua confie aussi que les formations et les forums annuels organisés avec le soutien de l'UNFPA, ont renforcé sa compréhension des protocoles d'intervention et du soutien psychologique aux victimes le temps de trouver une issue à leurs souffrances.

### Travailler sur le triangle victime, agresseur et contexte



Dr. Berraho

Pour Dr. Berraho Asad, médecin-chef des urgences à l'hôpital de proximité Beni Mekada à Tanger, les formations qu'il tient à suivre sur la prise en charge de la violence à l'égard des femmes et des enfants lui permettent de découvrir les meilleures approches à suivre. « J'exerce depuis plus de 20 ans et j'ai vu des centaines de femmes et enfants traumatisés et anéanti notamment à cause des agressions sexuelles. En ces moments, l'approche est cruciale », précise-t-il. ■

## Numérique et formation pour améliorer la prise en charge

La violence à l'égard des enfants et des femmes est un problème de santé publique avec des conséquences dévastatrices, indique Dr. Khaddouj Zaki, Point Focal régional responsable du



Dr. Khaddouj Zaki

Programme national de la santé pour la prise en charge des femmes et enfants victimes de violence. « En réponse à la hausse alarmante de cette violence, le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale a mis en place des Unités intégrées de prise en charge au niveau des hôpitaux et un circuit hospitalier préférentiel pour une prise en charge globale multidisciplinaire et gratuite », explique-t-elle. Pour assurer la continuité de la prise en charge des victimes en période du COVID-19, le Ministère a mis en place avec l'appui de l'UNFPA, une plate-forme pour la dénonciation des violences et a outillé les assistants sociaux de moyens de communications tels que les téléphones et les tablettes, pour être davantage à l'écoute des victimes à distance, les orienter pour une prise en charge médico-légale et psycho-sociale dans les plus brefs délais. Pour Dr. Khaddouj Zaki, ces solutions numériques font désormais partie du quotidien des assistants sociaux afin de proposer des services de qualité au profit des victimes de violences. « Avec l'appui de l'UNFPA et des Affaires Étrangères du Danemark, le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale organise une série de formations sur la santé psychologique des victimes et comment les appréhender en cas de stress post-traumatique, dépressions, anxiétés, de comportements suicidaires, etc. », note-t-elle. Et précise que c'est un appui indéniable pour assurer aux femmes et filles survivantes à la violence un meilleur service de prise en charge leur permettant de mieux envisager leur avenir.

## Mobilisation et activisme contre la violence basée sur le genre

La violence à l'égard des femmes et des filles prend de l'ampleur et s'exprime de diverses façons : physique, psychologique, verbale, numérique,..etc. La 21<sup>ème</sup> Campagne nationale de lutte contre la violence envers les femmes et les filles initiée sous l'intitulé «La violence est condamnée, mobilisons-nous pour la signaler en tous lieux» du 27 novembre au 10 décembre 2023, a une fois encore brisé les tabous par rapport à la question et a mis un coup de projecteur sur les avancées réalisées pour lutter contre ce phénomène.

Cette campagne organisée par le Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille en partenariat avec l'UNFPA et avec le soutien du ministère des Affaires étrangères du Danemark coïncide avec l'initiative des 16 jours d'activisme lancée par l'ONU à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes célébrée le 25 novembre de chaque année.

Ayant pour objectifs la promotion de la culture du rejet de la violence, la campagne nationale a touché plus de 70.000 participants et a mis en avant les effets psychologiques et sociaux de la violence sur la victime, la famille et la société.

Aussi, une batterie de mécanismes de prévention des violences basées



sur le genre ont été explorés, avec une participation notable de 15.799 hommes et garçons ainsi que 54.340 femmes et filles avec l'objectif d'assurer un environnement sûr permettant de protéger les femmes et les filles de toutes les formes de la violence.

Mme Aawatif Hayar, Ministre de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille, a déclaré lors du coup d'envoi de la campagne que son département adopte une approche multidimensionnelle basée sur la protection, la sensibilisation et le soutien aux familles dans la lutte contre les différentes formes de violence faites aux femmes. Elle a en outre rappelé

que cette violence est un crime puni par la loi, et appelle à l'importance de la dénonciation des actes de violence tout en condamnant fermement les agresseurs.

Elle a annoncé, dans le même sillage, que le nombre des centres de prise en charge des femmes victimes de violence a atteint 105 répartis sur l'ensemble du Royaume, rappelant la signature de conventions de partenariat avec 57 centres d'écoute et d'orientation pour les femmes victimes de violence au titre de l'année 2023. A cela s'ajoute le partenariat avec la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et la Réinsertion pour

la cinquième campagne nationale en faveur des détenues.

La ministre de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille a aussi mis l'accent sur les mesures prises par son département pour autonomiser économiquement les femmes et les initiatives lancées dans ce sens. L'objectif de toute la campagne affichée par son département étant la création d'une mobilisation communautaire contre la violence dans toutes les juridictions et l'implication active de la société civile dans la mise en œuvre des politiques et des programmes.

Pour sa part, l'ambassadeur du Royaume du Danemark au Maroc, Jesper Kammersgaard, a mis en avant le partenariat solide unissant son pays au Maroc et à l'UNFPA en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes, soulignant l'importance d'œuvrer ensemble pour la consolidation des droits des femmes et leur place dans la société.

### Nouvelles approches dans la lutte contre la violence sexiste

La lutte contre les violences qui restent encore trop invisibles requiert la



mobilisation de différents acteurs en l'occurrence la société civile appelée à renforcer davantage les actions de sensibilisation sur la question de la violence et celle du genre afin de faire reculer ce fléau.

Plusieurs associations appellent par ailleurs à la prise en considération de la question du genre, l'autonomisation économique des femmes victimes de violence et la protection des femmes en milieu du travail contre toute forme de violence basée sur le genre dans les politiques publiques. Il est en outre recommandé l'intégration d'une approche thérapeutique pour les auteurs de violence dans les politiques publiques en plus de mesures de sécurité dans les transports urbains, notamment avec l'installation de caméras dans les bus. Le rôle des médias dans la sensibilisation et la lutte contre les stéréotypes a également été largement

abordé lors de cette campagne ainsi que l'encouragement de la production de séries télévisées et de films promouvant la culture de l'égalité pour toucher un large public. L'accent a été aussi mis sur le renforcement des mesures de protection immédiate des femmes victimes de violences et la facilitation et l'accélération des procédures juridiques pour faciliter l'accès des victimes à la justice et éviter la récidive en violence conjugale et les féminicides. Des recommandations intègrent aussi la protection des femmes travaillant la nuit et appellent à la création d'une police spéciale contre le harcèlement sexuel et sexiste. L'objectif ultime étant une société plus égalitaire et plus juste envers les femmes et les filles. ■

### La technologie pour sécuriser les femmes

Lancée lors de la clôture de la campagne des 16 jours, «Gissr Amane» est une plateforme digitale conçue sous l'égide du Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille pour recevoir les demandes de services de soutien destinés aux femmes victimes de diverses formes de violence. Cet outil offre la possibilité d'accéder aux conditions de parrainage en soumettant une demande directement par la victime ou par une tierce personne, une association ou une institution, en fonction de la catégorie spécifique visée. Ce système cible principalement les femmes et les filles victimes de violences en vue d'assurer une assistance sociale par les institutions polyvalentes.



Dr Taoufik Abtal

## La télémédecine et l'éducation par les pairs à la rescousse de la santé des personnes en situation de détention

des détenus. Aujourd'hui, elle continue encore à maintenir l'accès aux soins dans les établissements pénitentiaires ne disposant pas de médecins permanent"

A la prison locale Larache II, l'Unité médicale prend en charge des populations en situation de détention grâce aux téléconsultations. Cette action est aujourd'hui appuyée dans le cadre du Projet ACCESS mis en œuvre avec l'appui de l'UNFPA et le soutien du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark. Le travail conjoint met également l'accent sur la mise en place du Dossier médical électronique dans

des patients, une préservation optimale du secret médical, un gain de temps et une économie indéniable à tous les niveaux y compris la continuité de la prise en charge médicale suite au transfert des détenus d'un établissement à un autre et lors des libérations », explique Dr Abtal.

Les actes comme les consultations des dossiers électroniques se déroulent au sein de la prison dans un bureau de l'Unité médicale équipée d'une plateforme sécurisée. Le détenu est en contact à distance avec le médecin qui l'écoute, diagnostique l'état de santé, consulte le dossier médical électronique et prescrit l'ordonnance avant de l'envoyer au médecin ou aux infirmiers sur place pour assurer le suivi.

Mise en place au niveau de 24 sites, la télémédecine devrait permettre l'élargissement de l'éventail de ses services à d'autres prisons relevant de la DGAPR. "Nous espérons pouvoir généraliser ces plateformes digitalisées à tous les établissements pénitentiaires, pour faire bénéficier les détenus de consultations spécialisées

à distance avec les médecins des structures de santé publique en limitant leur déplacement et en préservant leur



Télémédecine

les établissements pénitentiaires. « Il permet une meilleure maîtrise de la traçabilité des informations médicales

« COVID-19 a bousculé la prestation de soins aux personnes dans les établissements pénitentiaires » indique Dr Taoufik Abtal, Chef de la Division de l'Action sanitaire à la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR).

Il a fallu trouver une solution urgente pour permettre d'assurer, la continuité de service, de la prise en charge et le suivi médical des personnes en situation de détention dans le respect de la qualité, de la confidentialité et de la sécurité.

« La plateforme de télémédecine lancée avec l'appui de l'UNFPA se présentait comme une solution incontournable pour la continuité des consultations intra-muros auprès

dignité", souligne Dr Abtal, lui qui sillonne les prisons du pays depuis 27 ans.

### Santé carcérale à l'étude

Le renforcement des capacités des cadres de la DGAPR est assuré également pour une meilleure utilisation et partage des données et statistiques produites sur la population carcérale. A cela s'ajoute l'appui au lancement du diplôme universitaire de la santé carcérale en partenariat avec l'université Hassan II.



Une détenue et une infirmière

« Le Maroc est le seul pays dans la région MENA à mettre en place cette formation. C'est un projet qui s'étale sur quatre ans avec la formation en perspective de 25 de nos médecins par année », note fièrement le Dr Abtal. Au programme, figure aussi une étude CAP en faveur des jeunes détenus et une autre sur les besoins en matière d'information et de services des populations vulnérables, handicapées, migrants, femmes accompagnées de leurs enfants et personnes âgées... ■

## Quand les éducatrices-paires détenues servent de trait d'union

Aborder la santé sexuelle et reproductive n'est pas toujours aisée avec les personnes en situation de détention. "Elles sont très vulnérables et vivent mal le regard de l'autre que ce soit la famille ou la société", indique Mme Fatima Zahra Hamoumi, psychologue au sein de la prison locale Larache II. Elle explique que certaines femmes détenues se méfient des consultations médicales notamment au début de leur incarcération. C'est ainsi



Mme Fatima Zahra Hamoumi

qu'a émergé l'idée d'impliquer des détenues en tant qu'éducatrices-paires pour assurer la sensibilisation de proximité de leurs paires dans les cellules et servir de trait d'union entre détenues et professionnels de santé. "Elles adhèrent dès qu'elles constatent la qualité de la prise en charge médicale et psychosociale et l'implication des membres de la communauté carcérale", ajoute-t-elle.

### Éducatrices-paires détenues

« Dans le cadre du partenariat entre la DGAPR et UNFPA, il était prévu de former le personnel pénitentiaire sur la santé sexuelle et reproductive. Mais il a été constaté que les résultats seront meilleurs si on forme aussi les détenues comme éducatrices-paires », explique le Dr. Riffai Nisrine, cadre au niveau de la Division de l'Action Sanitaire à la DGAPR. Le choix s'est porté sur une vingtaine de détenues au

niveau de chaque établissement pénitentiaire et sur cinq thèmes à savoir la maternité, les cancers, les infections sexuellement transmissibles, le VIH et la violence en se basant sur des supports ludiques. Elle précise que l'appui de l'UNFPA a permis la formation de 292 formatrices paires qui ont réussi à former 900 détenues à travers des ateliers et toucher 696 autres détenues de manière indirecte. Et les résultats sont perceptibles auprès des détenues. L'une d'elles, Karima, affirme que suite aux actions de l'éducation à la santé, elle est de plus en plus consciente de l'importance de préserver sa santé et de faire les dépistages du cancer de sein et celui du col de l'utérus. "J'attends ma libération dans quelques mois et je vais continuer à prendre soin de ma santé pour un nouveau départ dans la vie", confie-t-elle.



Dr. Nisrine Riffai

Des kits contenant des supports de prévention sanitaire en matière de sensibilisation à la santé sexuelle et reproductive et contre la violence basée sur le genre, sont distribués aux détenues lors de la libération. Ils leur rappellent que la réinsertion passe incontestablement par une bonne santé physique et mentale.



## Renforcer l'autonomisation socio-économique des femmes en situation de vulnérabilité

**L**a pandémie du COVID-19 a fait basculer Saida Bahi dans l'inactivité comme beaucoup de personnes. Elle, qui a travaillé pendant plus de 16 ans comme responsable de production dans une entreprise à Tanger, s'est retrouvée du jour au lendemain dans la difficulté. « Cette situation m'a poussé à créer avec des amies, une coopérative spécialisée de distillation des plantes aromatiques, des huiles essentielles, des parfums naturels, des bougies naturelles à base de cire d'abeille et de soja », explique-t-elle.



Saida

Le choix n'est pas fortuit pour cette biochimiste de formation et spécialiste de fabrication de savons naturels. Mais le démarrage a été difficile surtout avec le ralentissement d'activité de vente lié aux périodes de confinement. « C'est grâce à tout l'appui en matière de suivi, de formation sur le commerce

électronique et le renforcement des capacités qu'il nous est possible de mieux vendre nos produits pour gagner en autonomie financière », confie cette mère de famille. Aujourd'hui, elle nourrit l'ambition d'acheter une machine de distillation moderne pour augmenter la production. Mieux encore, Saida compte délocaliser l'activité à Melloussa dans la région de Tanger pour produire ses propres matières premières, créer une savonnerie traditionnelle et développer la recherche scientifique dans les cosmétiques inspirés de la nature.

Cette action mise en oeuvre par l'Union de l'Action Féministe (UAF), dans le cadre du Projet ACCESS appuyé par l'UNFPA et soutenu par le Ministère des

affaires étrangères du Danemark, donne son appui aux femmes qui ont été lourdement impactées par la crise du COVID-19 afin de leur assurer de retrouver leur autonomie financière.

Zaïna Moro a aussi vu son quotidien chamboulé par la crise du COVID-19. Cette sexagénaire qui a travaillé depuis l'âge de huit ans dans le tissage de tapis, s'est retrouvée sans ressources dans son village Had Al Gharbia dans la région de Tanger.

« J'ai toujours bien gagné ma vie en tissant des tapis. Je formais aussi les filles et les femmes du village. Je formais même les ouvrières pour le compte d'une usine de tissage dans la région. Mais avec le coronavirus, nous avons vécu une période difficile et je n'avais

même pas de quoi acheter le fil pour produire un tapis et le vendre », raconte cette grand-mère. Elle confie trouver son salut et celui de sa famille dans l'appui du projet.

« Je reçois l'appui financier pour acheter la matière première et je bénéficie aussi des formations. Je ne sais ni lire, ni écrire mais aujourd'hui je sais appeler mes clients au téléphone et même leur envoyer par whatsapp des photos que je prends de mes tapis. Je vends mieux directement et dans les foires », ajoute-t-elle.

Comme Saïda et Zaïna, plusieurs coopératives, de femmes ont pu faire face aux conséquences de la crise COVID-19 grâce au précieux appui financier baptisé « chèque khadamate ». « Cet appui a pour objectif de les aider à acheter la matière première et le matériel de fonctionnement pour relancer leurs activités. Elles ont aussi bénéficié de formations sur le leadership, le développement personnel et ont été initiées aux concepts d'alphabétisation numérique, l'utilisation des réseaux sociaux et d'internet pour accéder aux services du e-commerce existants », explique Fathiya Saïdi Secrétaire Générale de l'UAF. Ces actions, précise-t-elle, couvrent les régions de Tanger-Tétouan, Fès-Meknès et Marrakech-Safi.

Une série de formations ont été conduites dans ce cadre en se basant entre autres, sur des infographies à caractère pédagogique sur l'alphabétisation numérique créées afin de réduire les barrières d'apprentissage des femmes des coopératives et leur offrir la possibilité de connaître le fonctionnement du e-commerce et des réseaux sociaux pour promouvoir une activité économique pérenne. Ces supports ont été utilisés aussi à l'occasion des ateliers de formation au profit d'une centaine de femmes actives, de femmes leaders, et même des femmes survivantes à la violence.



Fathiya Saïdi

« Le premier axe est l'autonomisation économique et sociale des femmes vulnérables, des femmes actives et des coopératives alors que le second axe se décline en implication des étudiants des cliniques juridiques dans l'alphabétisation numérique des femmes actives pour favoriser l'accès au marché du travail », précise Madame Saïdi. ■

## Ouvrir la voie aux jeunes filles rurales pour la résilience et le leadership

« J'ai enfin retrouvé ma boussole. C'est avec ces mots pleins de sens que Nour El Houda décrit l'impact de l'action appuyée dans le cadre du Projet ACCESS pour autonomiser et renforcer les capacités des adolescentes et jeunes filles en milieu rural pour qu'elles deviennent plus résilientes.

Originaire de Douar Larbi Ben Bouzid dans la région de Marrakech, cette adolescente de 14 ans, parcourt une dizaine de kilomètres chaque dimanche pour rejoindre Douar Laadem, l'un des sites appuyés par le Projet ACCESS, où, où elle fait ses premiers pas vers un meilleur avenir. « Ma mère m'encourage à poursuivre mes études et à développer ma personnalité pour ne pas refaire le même schéma que beaucoup de filles de mon douar ont reproduit en se mariant et en devenant mères très jeunes», confie Nour El Houda. Pour elle, les ateliers sur les softs skills et les activités de sensibilisation sur des sujets profonds lui ont permis de connaître son potentiel et d'avoir confiance en ses capacités.

Cette action de terrain inscrite dans le cadre du Projet ACCESS, est mise en œuvre par le Projet Soar avec l'appui de l'UNFPA et le soutien financier du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark. Elle met l'accent sur la sensibilisation de ces filles à la santé sexuelle et reproductive et s'active contre la violence basée sur le genre.



L'initiative opère à travers divers ateliers de renforcement des capacités rythmant les dimanches de jeunes filles à Douar Laadem. En toile de fond demeure l'importance pour les filles de connaître leur valeur, leur voix, leur corps, leurs droits et leur chemin visant leur autonomisation et leur capacité en matière de leadership.

« Quand un jour la facilitatrice a abordé la connaissance du corps, la menstruation, les changements psychologiques et corporelles chez les adolescentes, j'ai pris conscience combien nous sommes livrées à nous même lors de la puberté », explique Nour El Houda.

Au-delà du conservatisme de certaines communautés, la méconnaissance du corps, des droits, les non-dits et la peur

sont derrière beaucoup de problèmes qui touchent les filles.

« C'est comme un accident de route. On peut s'en sortir ou sombrer comme une camarade âgée de 14 ans, violée par le fils des voisins. Elle a eu peur d'en parler et quand elle est tombée enceinte, elle a été contrainte de quitter l'école. Son violeur a été emprisonné mais sa vie à elle, avec un bébé, est brisée », confie Nour El Houda. Elle veut à travers le mouvement « Grandir », avoir de l'impact et porter la cause du mariage d'enfants le plus loin possible.

Khadija Chouaye porte quant à elle la cause de la lutte contre la discrimination à l'encontre des filles. Victime de harcèlement, cette collégienne de 14 ans ne se laisse plus faire. « Je ne pouvais pas parler de peur des représailles. Je me

sentais sans aucune valeur. Aujourd'hui, je connais ma valeur », raconte-t-elle. Le mot valeur, Khadija le répète à chaque fois comme un leitmotiv. C'est la clé de sa libération de la violence verbale et du harcèlement. Elle a retrouvé sa voix pour défendre ses droits et la voie pour réaliser son rêve de devenir cheffe cuisinière.

### Facilitatrices, modèles de résilience

Derrière ces histoires de réussite, il y a les moyens mis à la disposition des filles mais aussi l'engagement des facilitatrices. « Elles sont des modèles de leadership et de résilience », souligne Nour-El Houda.

Ces facilitatrices, pour la plupart des anciennes bénéficiaires des activités du Project Soar, connaissent mieux que quiconque le contexte dans lequel évoluent les filles. Parmi elles, Dounia qui a intégré l'initiative à 17 ans. « J'ai été prisonnière des problèmes familiaux mais je me suis libérée en réussissant mes études et en retrouvant ma vocation », raconte-t-elle. Âgée de 24 ans aujourd'hui, Dounia transpose cette expérience en tant que facilitatrice à Douar Laadem ainsi que dans sa vie professionnelle en tant qu'infirmière. Son passage de bénéficiaire à facilitatrice lui permet de mieux comprendre les forces et les fragilités des personnes et de mieux les appréhender.

« Les formations sont importantes pour améliorer mon approche et échanger avec d'autres facilitatrices. Chacune a une histoire et un défi », indique Dounia. Pour elle, la bataille demeure la lutte contre le mariage d'enfants.

Soukaina Zaihour, étudiante en 2ème année de biologie à la faculté à Marrakech se convertit, elle aussi,

chaque dimanche en facilitatrice pour accompagner les filles, les aider à assimiler les modules de formation, à se reconstruire et à mieux se comprendre et comprendre leur entourage pour pouvoir bien s'y orienter.

« Beaucoup de choses ont changé en moi. J'ai évolué et je sais aujourd'hui ce que je veux faire et comment bien prendre en main ma vie. Et c'est ce que je transmets aux filles », confie-t-elle. Au cœur de sa mission, il y a beaucoup de sensibilisation par rapport au décrochage scolaire, le mariage d'enfants, les viols, les grossesses précoces et les violences physiques, sexuelles ou psychologiques.

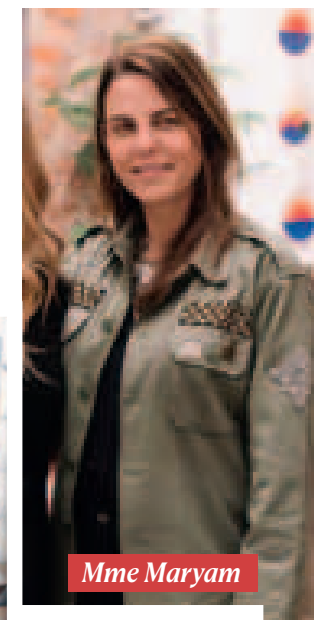
### Quand les chemins de Soar et ACCESS se croisent

« Nous travaillons avec les filles dans le cadre du Projet ACCESS sur différents sujets permettant à chacune de rester à l'école, réussir et travailler pour sortir de la pauvreté », explique Maryam Montague, fondatrice et directrice exécutive du Project Soar. Elle précise que le partenariat stratégique avec l'UNFPA et l'appui du Ministère des Affaires Étrangères du Danemark permet d'élargir davantage la « Solution Soar », déclinée dans un kit de formation en 25 ateliers qui permettent aux adolescentes de devenir leaders dans leur vie, à l'école et pour leur futur. Dans ce cadre s'inscrit une série de sessions de renforcement des capacités des facilitatrices leur permettant de bien assimiler le contenu du kit, de

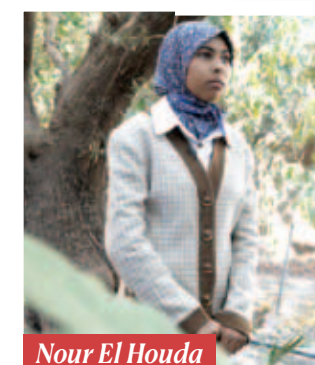
développer une expertise adaptée aux besoins de leurs communautés et de mieux soutenir les adolescentes. « Les filles comme leurs communautés sont fragiles en cette période post Covid et post séisme qui a touché Marrakech et la région d'El Haouz où on se trouve. De ce fait, c'est important d'élargir notre champ d'action



Khadija



Mme Maryam



Nour El Houda



Soukaina



Dounia

pour renforcer leurs capacités et résilience. Il y a des filles brillantes et elles peuvent aller le plus loin possible dans les études et soutenir leurs communautés et pays avec l'innovation et le progrès». Pour Maryam un coup de pouce peut changer

des trajectoires de vie vers un avenir radieux et meilleur. ■





**UNFPA**  
**Fonds des Nations Unies**  
**pour la Population**  
**13, Av. Ahmed Balafrej, Souissi.**

**Casier ONU, Rabat-Chellah**  
**Maroc**  
**[morocco.unfpa.org](http://morocco.unfpa.org)**

**f @UNFPAMorocco**  
**t @UNFPAMaroc**  
**i @unfpamaroc**